

Sommaire

Fonctionnaires

Un exploit d'huissier adressé au Pca, Cissé Vacaba

L'Inter - jeudi 25 juillet 2019

Un nouvel outil de gestion présenté aux syndicats

Le Jour Plus - jeudi 25 juillet 2019

Société

968 millions de FCfa investis pour produire de l'eau potable

Fraternité Matin - mercredi 24 juillet 2019

Politique

Communiqué du conseil des ministres du mercredi 24 juillet 2019

Fraternité Matin - jeudi 25 juillet 2019

Duncan favorable à l'institutionnalisation de l'évènement

Fraternité Matin - jeudi 25 juillet 2019

«C'est à la hauteur de notre mobilisation que nos doléances seront accélérées»

L'Inter - jeudi 25 juillet 2019

Le bilan du deuxième trimestre satisfaisant

Le Jour Plus - jeudi 25 juillet 2019

Raymonde Goudou: "Alassane Ouattara est un homme de développement "

Le Rassemblement - jeudi 25 juillet 2019

Les cadres, fils et filles célèbrent Ouattara

Le Mandat - jeudi 25 juillet 2019

Ils ont dit...

Le Mandat - jeudi 25 juillet 2019

Sassou médiateur entre Soro et Ouattara

La Lettre du Continent - mercredi 24 juillet 2019



CRISE À LA MUTUELLE GÉNÉRALE DES ENSEIGNANTS DE COTE D'IVOIRE /
L'installation de Boko Michaël annoncée pour demain

Un exploit d'huissier adressé au Pca, Cissé Vacaba

La tension est montée d'un cran hier mercredi 24 juillet 2019, dans les locaux de la Mutuelle générale des enseignants de Côte d'Ivoire (Mge-Ci), ex-Mupemenet-Ci, après qu'un exploit d'huissier ait été déposé auprès des actuels dirigeants. Selon les informations recueillies sur place, c'est le Pca actuel, Cissé Vacaba, qui a reçu l'exploit d'huissier qui lui était destiné. Parallèlement à cela, un courrier d'information en date du 23 juillet 2019, signé par l'inspecteur général, coordonnateur général de l'inspection générale, Kourouma Ibrahima, a été adressé à Cissé Vacaba. Dans le courrier, il lui est notifié que conformément au communiqué signé de la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, le 22 juillet 2019, il sera procédé à la passation des charges, de main vendredi 26 juillet 2019 au siège de la mutuelle. L'inspecteur général lui demande donc de prendre toutes les dispositions utiles en vue de sa participation effective à cette cérémonie. Cissé Vacaba devra se munir de tous les documents afférents à cette passation. À l'issue de cette passation de charges, Boko Michaël, le Pca reconnu par le ministère de l'Éducation nationale devrait s'installer. Des enseignants adhérents à la Mge-Ci qui ont pris connaissance de ces deux documents hier au siège de la mutuelle, se sont indignés de la volonté du ministère de s'accaparer leur outil de solidarité. «Nous les attendons», ont-ils coupé court.

FRANCK SOUHONE

Education nationale / Gouvernance basée sur le résultat / Le Contrat d'objectifs et de performances (Cop), nouvel instrument de gestion basé sur le résultat, a été présenté hier aux partenaires sociaux du secteur éducation-formation.

Un nouvel outil de gestion présenté aux syndicats



Pour Ibrahim Kourouma, Inspecteur général de l'éducation nationale, le Cop est un outil de gestion qui va booster la gouvernance du système éducatif.

structures. Cette logique de responsabilisation implique une aptitude à l'autonomie de gestion de la part des acteurs, aussi bien au niveau régional qu'au niveau local. Cela devant se faire bien attendu avec une implication forte de la communauté dans une dynamique collective autour d'objectifs précis clairement définis. Toutes choses qui permettront une régulation plus efficace du système éducatif dans son ensemble, à travers les services d'inspection et de contrôle ainsi que les services centraux ». Il s'agit donc pour l'Inspecteur général de l'éducation nationale, Ibrahim Kourouma, de requérir l'adhésion des partenaires sociaux au Cop en les informant et en les sensibilisant sur ce nouveau concept et en recueillant leurs avis et suggestions. Pour ce faire, les différentes présentations ont porté entre autres, sur la stratégie d'implantations du Cop, la préparation et les principales étapes d'un projet Cop et les critères de réussite de la contractualisation.

ABOU ADAMS

Le Centre national de matériels scientifiques, sis à Cocody, a abrité hier une journée d'échanges entre les responsables de l'Inspection générale de l'éducation nationale (Igen) et les différents syndicats du secteur éducation-formation. Au menu de cette rencontre, la présentation du Contrat d'objectifs et de performances (Cop), un nouvel outil de gestion que propose le ministère de l'Éducation nationale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, pour booster le développement du système éducatif ivoirien. Pour le Directeur de cabinet adjoint dudit ministère, Raoul Koné, la mobilisation des partenaires sociaux autour de ce nouvel instrument de gestion est un indicateur très éloquent de l'intérêt qu'ils portent au Contrat d'objectifs et de performances. Un instrument de gestion que la ministre Kandia Camara a demandé instamment l'implantation dans « notre administration comme mode de gouvernance. « Les raisons qui ont motivé en faveur d'une telle option visent à impulser un supplément de responsabilisation chez tous les acteurs responsables de structures », a-t-il expliqué. Et de poursuivre : « L'amélioration de la performance de notre système scolaire, telle que déclinée dans le Plan de développement du secteur éducation formation 2016-2025, tant en terme d'efficacité que d'équité nécessite un renforcement de la responsabilisation des acteurs chargés d'en gérer les



Bonikro / Programme social "Eau pour tous"

968 millions de FCfa investis pour produire de l'eau potable



La main dans l'eau, la ministre Raymonde Goudou-Coffie exprime sa joie.

à motricité humaine. La deuxième phase de l'opération a été lancée le vendredi 19 juillet, à Tafiré, par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Allangba Raphaël, porte-parole des populations, a remercié le Président Alassane Ouattara pour cette œuvre.

N'DRI CÉLESTIN

Grâce au programme social "Eau pour tous" initié par le gouvernement, les localités de Bonikro, Groudji, Tolakro, Assékouamékro et Okaouffouéssou, situées dans le département de Djékanou, ont enfin de l'eau potable. Raymonde Goudou-Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, s'est rendue, le 20 juillet, dans la jeune sous-préfecture de Bonikro. Elle y était pour inaugurer le château d'eau alimentant désormais ces localités qui souffrent, depuis des décennies, d'une pénurie récurrente du précieux liquide. Ce sont 968 millions de F Cfa que le gouvernement a investi dans cet ouvrage pour soulager la souffrance de milliers de populations. Au-delà de ces localités, des villages environnants peuvent être raccordés au château de Bonikro. Avant de remettre ce château tant attendu, Raymonde Goudou-Coffie a rendu hommage à la politique sociale du Président Alassane Ouattara, d'autant que l'eau potable contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations sur l'ensemble du pays. La ministre a indiqué que le gouvernement compte réhabiliter 21 000 pompes à motricité humaine pour un investissement total de 15 milliards de F Cfa. Dans le cadre de ce programme social, 21 châteaux d'eau vont être construits à hauteur de 20 milliards, au profit des populations semi-urbaines. De même que 200 systèmes d'hydraulique urbaine sur l'ensemble du pays, d'ici 2020. Selon l'émissaire du gouvernement, ce sont plus de 35 milliards de F Cfa que celui-ci va investir, à l'effet d'offrir le précieux liquide aux populations sur toute l'étendue de la Côte d'Ivoire. Il s'agit, a-t-elle souligné, de combler le déficit d'eau potable, tant en milieu rural qu'urbain. L'alimentation en eau potable des localités semi-urbaines est un vaste chantier. Le gouvernement a pris la décision de réhabiliter des pompes



Communiqué du conseil des ministres du mercredi 24 juillet 2019

Conseil des ministres Psgouv 2019-2020, **à la Côte d'Ivoire** P.12
Plan d'actions prioritaires 2019
Le gouvernement présente le bilan partiel
■ Marchés publics PP. 2-3-4
Un nouveau Code adopté
■ Justice
Grâce présidentielle pour 3 000 détenus
■ Semaine nationale de la propreté
La 4^e édition prévue du 1^{er} au 6 août



Le mercredi 24 juillet 2019, un Conseil des Ministres s'est tenu de 10h00 à 13h40, au Palais de la Présidence de la République à Abidjan, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef de l'Etat.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants :

- A/- Mesures Générales
 - Projets de loi et d'ordonnances
 - Projets de décrets
- B/- Communications
- C/- Divers

A/- MESURES GENERALES

PROJETS DE LOI ET D'ORDONNANCES

Au titre du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat;

Le Conseil a adopté deux (02) ordonnances ainsi que leurs projets de loi de ratification :

- la première ordonnance porte Code des marchés publics.

Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la transposition des directives communautaires, vise à remédier durablement aux insuffisances et écarts relevés lors des évaluations du système ivoirien des marchés publics. Ce Code résulte d'une concertation des acteurs du système des marchés publics, y compris les principaux partenaires techniques et financiers.

Ainsi, cette ordonnance apporte des innovations majeures,

notamment la suppression de la Commission Administrative de Conciliation (CAC) en tant qu'Organe des marchés publics et l'introduction d'un nouvel acteur dénommé « Personne Responsable des Marchés Publics », mandaté par l'autorité contractante pour la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés publics. En outre, ce Code prévoit la mise en place d'une Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO) auprès des Institutions, ainsi que le principe de la passation des marchés par voie électronique.

- La deuxième ordonnance porte légalisation du régime fiscal et douanier prévu par l'annexe A6-8.1 de l'avenant n° 6 à la convention de concession pour le développement d'une centrale électrique au gaz naturel à Azito.

Cette ordonnance légalise les clauses relatives au régime fiscal et douanier prévu par l'annexe A6-8.1 de l'avenant n° 6 à la Convention de concession. Elle permettra la mise en œuvre de la phase 4 du projet d'accroissement de la capacité de la centrale d'Azito d'une puissance supplémentaire de 253 MW en cycle combiné, afin de répondre aux besoins croissants en énergie électrique de la Côte d'Ivoire et de la sous-région.

PROJETS DE DECRETS

1- Au titre du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Le Conseil a adopté un décret accordant la grâce présidentielle à des détenus de droit commun.

2- Au titre du Ministère des Mines et de la Géologie, en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances et le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat;

Le Conseil a adopté quatre (04) décrets portant attribution de permis de recherche minière valables pour l'or :

- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière à la société « MANKONO EXPLORATION SA » dans les départements de Boundiali, Dianra, Mankono et de Korhogo ;
- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière à la société « MET CÔTE D'IVOIRE SARL » dans les départements de Dikodougou et Korhogo ;
- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière à la société « RESOLUTE CÔTE D'IVOIRE SARL »



Le Chef de l'Etat a présidé un Conseil des ministres qui avait plusieurs sujets à son ordre du jour... (PHOTO:PORO DAGNOGO)

dans le département d'Odienné ;

- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière à la société « FORTUNE EXPLORATION SARL » dans les départements de Taabo, Oumé et Divo.

Ces permis de recherche minière ont une période de validité de quatre (04) ans.

3- Au titre du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances et le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat;

Le Conseil a adopté un décret portant approbation de l'avenant n°7 à la Convention de concession pour le développement d'une centrale électrique au gaz naturel à Azito.

L'avenant n°7 répond au besoin de financement de la phase 4 de la centrale d'Azito en apportant certaines modifications et précisions à la Convention de concession. Il modifie, notamment le mécanisme de garantie de l'Etat au profit d'Azito Energie S.A en substituant les comptes séquestres existants par une lettre de crédit et définit les modalités permettant l'anticipation de l'ordre de démarrage des travaux de la phase 4, en vue de prendre en compte la demande de l'Etat relative à la mise en service de la centrale dans les meilleurs délais.

4- Au titre du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances;

Le Conseil a adopté un décret déterminant la composition du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, en abrégé CNCE.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire n° 01-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gouvernance des établissements de crédits et des compagnies financières de l'UMOA qui prescrit, notamment que « le tiers des membres de l'organe délibérant doit être composé d'administrateurs indépendants », ce décret fixe à onze (11), le nombre des membres du Conseil d'Administration de la CNCE dont quatre (04) administrateurs indépendants.

Ainsi, le Conseil d'Administration de la CNCE est composé comme suit :

- un (01) représentant du Président de la République ;

- un (01) représentant du Premier Ministre ;
- deux (02) représentants du Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- un (01) représentant du Ministre chargé des PME ;
- deux (02) représentants du Ministre chargé du Portefeuille de l'Etat ;
- quatre (04) administrateurs indépendants.

B/- COMMUNICATIONS

1- Au titre du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat;

Le Conseil a adopté deux (02) communications :

- la première communication est relative au bilan de la mise en œuvre des activités du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) au premier semestre 2019.

Le 04 février 2019, le Gouvernement a adopté le Plan d'Actions Prioritaires 2019 (PAP 2019) à mettre en œuvre par les Départements ministériels, chacun dans son domaine de compétence. Les actions et activités du Gouvernement sur l'année 2019 ont été définies avec le double objectif, d'une part, de maintenir les investissements dans les infrastructures structurantes et les réformes en vue de la transformation structurelle de l'économie, et, d'autre part, de renforcer les investissements sociaux pour l'amélioration significative des conditions de vie des populations.

Au premier semestre 2019, les activités du PAP 2019 programmées ont connu une mise en œuvre totale ou partielle dans la proportion de 75% avec 17% d'activités entièrement réalisées. Ainsi, l'action gouvernementale au second semestre 2019 sera consacrée à la poursuite des actions programmées dans le Plan d'Actions Prioritaires 2019 entamées et non achevées.

- La deuxième communication est relative à la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020 à fin juin 2019.

Le PSGouv 2019-2020 a été lancé au début de l'année 2019 pour un coût global de 727,5 milliards de francs CFA en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, de réduire la pauvreté et de renforcer la cohésion sociale.

A fin juin 2019, l'état de mise en œuvre du PSGouv commence à produire des résultats tangibles dans tous les domaines. De façon concrète, les points majeurs ci-après ont été enregistrés :

- 930 000 ménages ont bénéficié de la réduction de 20% du tarif social d'électricité, 75 656 foyers ont été raccordés dans le cadre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT) et 115 localités ont été mises sous tension ;
- le remplacement de 138 Pompes à Motricité Humaine (PMH) au niveau rural, ainsi que l'équipement de 168 forages et la mise à disponibilité de 100 systèmes Hydrauliques Villageois Améliorés (HVA) ; puis la réalisation de 19 251 branchements sociaux et le raccordement de 5 localités au réseau public d'eau potable ;
- les transferts monétaires au titre du projet des Filets sociaux productifs de 36 000 francs CFA des deux (02) premiers trimestres à 50 000 ménages, soit 350 000 personnes issues de 882 villages, dans 16 régions, et l'élaboration des outils du Registre Social Unique (RSU) des



Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, salue les ministres à son entrée dans la salle du Conseil.

ménages pauvres et vulnérables ;

- la vaccination de 157 880 enfants au titre du Penta 3, soit une couverture de 94%, de 151 560 enfants au titre de la Rougeole/Rubéole, soit une couverture de 90%, et de 246 653 femmes enceintes au titre du tétanos ;
- le lancement de la construction du Centre Hospitalier Régional (CHR) d'Aboisso et la réouverture de l'Hôpital Général Félix Houphouët Boigny d'Abobo Nord ;
- les prestations de services offertes à 114 847 étudiants, ainsi que des prises en charge médicales offertes à 30 366 personnes indigentes dans le cadre de la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- le renforcement des œuvres sociales universitaires, notamment, l'octroi de 32 991 bourses d'études et secours financiers, la réhabilitation effective de la résidence universitaire des 220 logements, la réhabilitation en cours des résidences universitaires d'Abobo 1 et Abobo 2, Williamsville, Vridi, Port-Bouët 1 et Port-Bouët 2 ;
- le recrutement exceptionnel de 5 300 instituteurs contractuels, de 3 000 professeurs contractuels de collège et de 2 000 professeurs contractuels de lycée ;
- l'acquisition et la distribution de 110 000 tables-bancs ;
- l'accélération du Programme Présidentiel des Logements Sociaux et Economiques, à travers la finalisation des travaux de Voirie Réseaux Divers (VRD) primaires (amenée d'eau potable, électricité, assainissement) sur les sites de la Cité ADO de Yopougon et de Bingerville ;
- la formation de plus de 650 jeunes en aviculture ;
- l'insertion, dans les Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO), de 1 500 bénéficiaires sur 4 500 prévus pour un coût d'exécution de 797 millions de francs CFA ;
- le contrôle des prix et des marges des produits de grande consommation (gaz butane, livres scolaires primaires d'édition locale, produits pharmaceutiques, produits alimentaires).

2- Au titre du Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, en liaison avec le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME;

Le Conseil a adopté une communication relative à la 12e session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, le 07 juillet 2019 à Niamey (Niger).

Une délégation de haut niveau, conduite par le Président de la République, a pris part à cette session consacrée à la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF). Au cours de cette Conférence, le Chef de l'Etat a salué l'entrée

en vigueur de l'Accord de libre-échange et souligné les importantes mesures que la Côte d'Ivoire a adoptées dans cette perspective. Aussi, le Président de la République a précisé qu'un Comité national de la ZLECAF, regroupant le secteur public, le secteur privé et la société civile, a été mis en place afin d'élaborer et de mettre en œuvre notre stratégie nationale. Enfin, le Président de la République a rappelé que seules la volonté politique et une détermination à respecter le plan de mise en œuvre de l'Accord, notamment la levée des entraves au développement des échanges intra-africains, constituent des gages de succès de cet important projet.

3- Au titre du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère de la Défense, le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, le Ministère des Eaux et Forêts, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Ministère de la Ville, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère de la Communication et des Médias, le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'organisation de la 4e édition de la Semaine Nationale de la Propreté (SNP), du 1er au 06 août 2019.

Le Gouvernement a institué en 2016 la SNP du 1er au 06 août de chaque année. Cette initiative vise à impliquer les populations dans la stratégie de lutte contre l'insalubrité et le rétablissement d'un cadre de vie sain et agréable dans nos villes.

L'édition 2019, placée sous le patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a pour thème « La propreté, c'est vivre bien avec les déchets ». Il s'agira, notamment d'informer l'ensemble des acteurs sur la possibilité de vivre autrement avec les déchets et de communiquer sur la place des déchets dans la création d'entreprises et d'emplois, à travers l'économie circulaire. Cette 4e édition se déroulera dans les 31 chefs-lieux de régions.

La cérémonie officielle de ladite édition, qui aura lieu dans la Commune d'Abobo, servira de cadre pour la sensibilisation et la mobilisation de tous. A cette occasion, l'initiative individuelle ayant marqué, au niveau local, son engagement et sa détermination à promouvoir la propreté, ainsi que la meilleure Organisation Non Gouvernementale (ONG) ou le meilleur groupement en matière de propreté seront récompensés. En outre, des Communes recevront du matériel de salubrité, dans le cadre du projet d'appui aux collectivités.

C/- DIVERS

- Du 23 juillet au 01 août 2019 se déroulera la Fête des Armées.

- Le 03 août 2019 sera inaugurée la route Adzopé - Yakassé-Attobrou à Adzopé.

- La Super Coupe Félix Houphouët-Boigny se jouera le 06 août 2019 à Abidjan. Elle opposera la Société Omnisports de l'Armée (SOA) au FC San Pédro.

- Du 29 au 31 juillet 2019 se tiendra à Ouagadougou au

Burkina-Faso, la 8e Conférence au Sommet du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, avec la tenue des Conseils conjoints de Gouvernement et des Ministres.

– Le prochain Conseil des Ministres aura lieu le 04 septembre 2019.

Fait à Abidjan, le 24 juillet 2019

Sidi Tiémoko TOURE

Ministre de la Communication et des Médias,

Porte-parole du Gouvernement



Journées des institutions de la République / Le vice-Président de la République a salué l'adhésion des présidents des institutions, du ministère de tutelle et du comité d'organisation pour la réussite de la 1ère édition des Jpoir 2019.

Duncan favorable à l'institutionnalisation de l'évènement



Daniel Kablan Duncan a clôturé la première édition des Journées portes ouvertes des Institutions de la République. (PH : DR)

Less lampions se sont éteints, hier, sur les Journées portes ouvertes des institutions de la République qui ont débuté le 22 juillet, à l'Hôtel Ivoire. Au cours de la cérémonie de clôture, en présence des responsables des institutions, des représentations diplomatiques et de nombreux étudiants, Daniel Kablan Duncan, vice-Président de la République, a salué l'initiative qui a eu une grande portée et souhaité que les journées « s'institutionnalisent ». Il a remercié les présidents des douze institutions pour leur adhésion parfaite aux journées en engageant pleinement leurs différentes institutions. Le vice-Président de la République a invité les populations à prendre conscience que ce qui fait la grandeur d'un pays, ce sont des institutions fortes, crédibles et pérennes. « Les hommes et les femmes passent, après avoir apporté, chacun, sa pierre à l'édifice. Mais ce qui demeure, ce sont les institutions car ce sont elles qui garantissent la continuité, la stabilité et le bon fonctionnement de l'État », précise-t-il. La vision d'un État fort et émergent, tel que perçu par le Président Alassane Ouattara, se réalisera avec le concept d'« Ivoirien nouveau », selon Daniel Kablan Duncan. C'est-à-dire d'un Ivoirien pleinement instruit et imprégné des valeurs républicaines. D'un Ivoirien qui fait passer l'intérêt général avant l'intérêt personnel. Il faut, pour ce faire, poursuit-il, que dans la

vision du Plan national de développement (Pnd 2016-2020), les institutions offrent aux populations des interlocuteurs disponibles, outillés et résolument engagés à prendre en compte leurs préoccupations diverses, gage de stabilité et d'équilibre social. Il souhaite alors que les institutions soient encore plus visibles, comme ce fut le cas au cours de ces journées. « Les institutions de la République doivent être perçues comme des instruments puissants décidés à garantir la sécurité, la protection », précise le Vice-président. Au nom des institutions de la République, Jeannot Ahoussou Kouadio, président du Sénat, a exprimé sa reconnaissance au Président de la République pour avoir donné son onction et son appui pour l'organisation de ces journées. Qui s'inscrivent dans sa vision contenue dans la Constitution de 2016, pour garantir la stabilité institutionnelle, indispensable au bien-être des Ivoiriens. Ahoussou Kouadio rappellera que la gouvernance du Président de la République « il n'y a aucun doute, rassure ». Elle parle d'elle-même, se défend seule et voue respect et admiration à la Côte d'Ivoire. Cette gouvernance, poursuit le président du Sénat, induit des institutions fortes et crédibles, gages de la bonne gestion du pouvoir d'État et répond aux aspirations du peuple pour une société plus démocratique, juste, égalitaire et indépendante. Il a, au nom des présidents d'institution, adressé ses vives félicitations au ministre Gilbert Koné Kafana et à son équipe pour le succès des Jpoir 2019, surtout pour la mobilisation exemplaire. Une véritable occasion d'interaction entre les institutions de la République et un moment d'échange avec les concitoyens qui, dans leur grande majorité, n'avaient qu'une idée sommaire du positionnement et du rôle de chacune des institutions. Les débats qui ont eu lieu durant ces trois jours jettent, se réjouit-il, la lumière sur ces structures d'une grande utilité et nécessaire pour la promotion de la Côte d'Ivoire. Chacune des institutions a eu l'opportunité de mettre en lumière ses contributions, son apport au développement ; de recueillir les attentes spécifiques des citoyens. « Nous avons observé la volonté des participants de connaître davantage les institutions de la République », salue-t-il. C'est pourquoi, il appelle à poursuivre le rapprochement avec les populations d'une part, et d'autre part, rappelle l'importance de mettre en place, entre ces institutions et le ministère de tutelle, un cadre permanent de concertation. Homme-orchestre de ces journées, Gilbert Koné Kafana, ministre auprès du Président de la République chargé des institutions de la République, a

remercié les participants qui ont effectué massivement le déplacement pour s'instruire. Il a appelé à une appropriation des institutions.

HERVÉ ADOU

HOMMAGE DES POPULATIONS DU CENTRE À OUATTARA Jeannot Ahoussou-Kouadio (Pdt du Sénat)

«C'est à la hauteur de notre mobilisation que nos doléances seront accélérées»



Le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, a encouragé les populations à participer à la cérémonie d'hommage au président Ouattara (Ph. DR)

Le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, a présidé mercredi 24 juillet 2019, à l'hôtel du district, à Abidjan-Plateau, une réunion d'informations relative à la cérémonie d'hommage au président Alassane Ouattara, prévue le 10 août 2019 à Toumodi. Il a saisi l'occasion pour exhorter les cadres de la région du Béliér [Yamoussoukro, Toumodi, Tiébissou, Didiévi] à s'investir pour la réussite de cet événement. «C'est à [a hauteur de notre mobilisation que nos doléances seront accélérées», a relevé le sénateur du Béliér. L'ancien Premier ministre a insisté sur la mobilisation des populations pour témoigner au chef de l'État leur reconnaissance. Il a rappelé la nomination au sein du gouvernement de plusieurs fils de la région, par le premier magistrat de la Côte d'Ivoire. Jeannot Ahoussou-Kouadio s'est voulu précis sur le caractère non partisan de l'hommage au chef de l'État. «Nous devons être au-dessus de nos partis politiques, nos appartenances ethniques et religieuses. Cette journée concerne tout le monde», a déclaré l' élu. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Kouakou, a laissé entendre que l'hommage au président Ouattara revêt un intérêt pour la région. «Nous avons de très bonnes raisons de rendre hommage au président Ouattara», a indiqué le maire de Divo. Le ministre Amédé Kouakou e mentionné la présidence du Sénat à Jeannot Ahoussou-Kouadio, les nominations de deux ministres et celles de plusieurs cadres de la région du Béliér à divers postes administratifs. Entre autres actions au bénéfice de la région, M. Kouakou a cité le bitumage de voies, la réfection de l'axe Toumodi-Oumé, l'équipement de

certains villages en château d'eau. La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou, coordinatrice du comité d'organisation et initiatrice de l'hommage au président de la République, a planché sur les nombreux acquis obtenus sous Alassane Ouattara.

VENANCE KOKORA

Ps-Gouv 2019-2020 / Un conseil des ministres s'est tenu hier au palais de la présidence de la République au cours duquel le gouvernement a dit sa satisfaction quant aux résultats de son plan social 2019-2020

Le bilan du deuxième trimestre satisfaisant



Le gouvernement satisfait de son plan social

Le gouvernement a dit sa satisfaction hier au cours du conseil des ministres hebdomadaire quant aux résultats de son plan social 2019-2020 qui a été lancé au début de l'année 2019, avec un coût global de 727, 5 milliards de Fcfa. Ce, en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, réduire la pauvreté et de renforcer la cohésion sociale. Selon le porte-parole, Sidi Tiémoko Touré, par ailleurs ministre de la Communication et des médias à fin juin 2019, le Ps-Gouv aurait commencé à produire des résultats tangibles dans tous les domaines. « 930 mille clients ont bénéficié de la réduction de 20% du tarif social de l'électricité. 75 656 ménages ont été raccordés dans le programme, "électricité pour tous", et 115 localités ont été mises sous tension ». Poursuivant, il a déclaré que 138 pompes à motricité humaine en milieu rural ont été remplacées, il y a eu l'équipement de 168 forages et la mise à disposition de 100 systèmes hydrauliques villageois améliorés. Outre cela, Sidi Tiémoko Touré a déclaré la réalisation de 19 251 branchements sociaux et le raccordement de cinq localités au réseau public potable d'eau. Concernant le pouvoir d'achat des populations, il a indiqué que les transferts monétaires au titre du projet des filets sociaux productifs de 36 mille Fcfa, des deux premiers trimestres ont été octroyés à 50 milles ménages, soit 350 mille personnes issus de 882 villages dans 16 régions, y compris l'élaboration des outils du registre social unique des ménages pauvres et vulnérables. Dans le domaine

sanitaire, le ministre de la Communication a fait savoir que 185 885 enfants ont été vaccinés au titre du Pinta 3, soit une couverture de 94% , et 151 560 enfants vaccinés au titre de la rougeole-rubéole, soit une couverture de 90%. Pour la protection de la mère, 246 653 femmes ont été vaccinées au titre du Tétanos. Toujours dans l'amélioration des soins de santé, il a rappelé la construction du Centre hospitalier rural d'Aobisso et la réouverture de l'hôpital général Félix Houphouët-Boigny d'Abobo-nord. Dans le cadre de la Couverture maladie universelle (Cmu), le porte-parole du gouvernement a fait savoir que des prestations de services ont été offertes à 114 847 étudiants, ainsi que des prises en charge médicale à 30 366 personnes indigentes. Dans le domaine de l'éducation, il a souligné le renforcement des œuvres sociales universitaires, notamment l'octroi de 32.991 bourses d'étude et secours financiers. La réhabilitation effective de la résidence universitaire des 220 logements. La réhabilitation en cours des résidences universitaires d'Abobo et d'Abobo 2, de Williamsville, de Vridi, Port Bouët et Port Bouët 2 ». Au niveau de l'emploi, Sidi Touré a indiqué que 5300 instituteurs contractuels ont été recrutés à titre exceptionnel, ainsi que 3000 professeurs de collège contractuels et de 2000 professeurs de lycée contractuels. Au titre du matériel scolaire, il a fait savoir que 110.000 tables-bancs ont été acquis et distribués. Outre cela, le porte-parole a annoncé l'accélération du programme présidentiel des logements sociaux et économiques à travers la finalisation des travaux de Vrd primaires des sites de la citée ADO Yopougon et de Bingerville. Toujours dans le cadre de l'emploi jeune, il a rappelé la formation de plus de 650 jeunes à l'agriculture. L'insertion dans les Thimo de 1500 bénéficiaires sur 4500 prévus, pour un coût d'exécution de 597 millions de Fcfa. Concernant la vie chère, il a informé du contrôle des prix et des marges des produits de grande consommation : gaz butane, livres scolaires primaires d'édition locale, produits pharmaceutiques et produits alimentaires.

LASSINA FOFANA



Région du Bélier / Avant l'hommage au chef de l'Etat

Raymonde Goudou: "Alassane Ouattara est un homme de développement "



Conscientes des actions de développement du chef de l'Etat, Alassane Ouattara, en faveur de leur région, les populations du Bélier ont décidé de lui rendre un hommage mérité. En prélude à cet événement de grande envergure, une réunion d'informations a été initiée par la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du Service public, Raymonde Goudou Coffie, hier mercredi 24 juillet 2019, à Abidjan, l'hôtel du district sis au Plateau. Raymonde Goudou, par ailleurs, coordinatrice du comité d'organisation, a indiqué qu'Alassane Ouattara est "un homme de développement". C'est la raison pour laquelle, tous les élus et cadres, tous les fils de la région ont décidé de lui rendre un vibrant hommage. Ce sont 30 000 personnes qui sont attendues à cette manifestation, a en croire la ministre. Elle a appelé donc tous les enfants de la région à venir massivement pour témoigner leur reconnaissance au président de la République. Avant elle, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Kouakou Koffi, a rappelé les actions du chef de l'Etat. Entre autres, la nomination des cadres de la région, la construction d'infrastructures routières, éducatives, sanitaires et l'adduction en eau potable de nombreuses localités de la région. Pour le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, le plus important, c'est la mobilisation. "Tout ce que nous attendons de vous, c'est la mobilisation. Nous devons nous mettre au-dessus de nos partis politiques, au-dessus de nos religions et appartenances ethniques", a-t-il conseillé, soulignant que ce sera l'occasion de parcourir les livres blancs qui ont été élaborés lors des précédentes visites d'Etat. Cette réunion a été l'occasion pour chaque responsable de commission, de faire le point

de ses activités. On s'en souvient, le dimanche 21 juillet 2019, à Ahougnanssou-Allahou, à l'occasion de l'inauguration du forage dudit village, la ministre Goudou Raymonde Coffie avait annoncé cet événement. Depuis, les populations se mobilisent et s'apprêtent à réserver un accueil à leurs hôtes de marque, le vice-président Kablan Duncan et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui y sont très attendus. Comme l'a indiqué le ministre Amédé Kouakou, le président Alassane Ouattara a fait beaucoup pour la région du Bélier, à travers le bitumage de l'axe Toumodi- Dimbokro, la nomination de plusieurs cadres dans l'administration, le reprofilage des pistes villageoises, la construction de châteaux de Kondrobo-Djassanou (Didievi), Bonikro(Djekanou), et d'Ahougnanssou-Allahou et N'ghanou (Tiebissou), dans le cadre du programme social du gouvernement, sans oublier la promotion de plusieurs cadres dans les instances du RHDP. En plus, d'autres projets sont en cours pour le bonheur des populations. Cette cérémonie d'hommage qui est initiée par la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du Service public, se justifie amplement. Le 10 août 2019, nul doute que Toumodi sera noir de monde.

MARIE N. KOUASSL

Région du Bélier / Raymonde Goudou (Coordonnatrice): «Il y a de très bonnes perspectives pour notre région»

Les cadres, fils et filles célèbrent Ouattara



La région du Bélier veut dire merci au président Ouattara. (Ph : DR)

La Coordonnatrice du Comité d'organisation de la cérémonie d'hommage au chef de l'Etat, dans la région du Bélier; la ministre Raymonde Goudou, le président du Sénat, Jeannot Ahoussou et le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, ont co-animé une cérémonie d'information relative à cette festivité, le mercredi 24 juillet 2019, à l'hôtel du District.

Les cadres, fils et filles du Bélier qui n'ont pas voulu se faire conter l'événement dont les jalons ont été posés par la ministre Raymonde Goudou depuis plusieurs mois maintenant, ont répondu massivement présents. Cheville ouvrière de l'hommage au président de la République dans le Bélier, prévu le 10 Août prochain à Toumodi au stade de la ville, Raymonde Goudou a fait des réunions sectorielles avec des forces vives du Bélier. Il convenait par la suite, d'élargir l'information à tous les cadres, fils et filles des villes de Toumodi, Djékanou, Didiévi, Tiébissou, Djékanou, Attiéguakro... afin que nul n'ignore ce rendez-vous crucial. Et pour donner un cachet spécial à l'organisation, la coordonnatrice a souhaité et obtenu la caution du président du Sénat, Jeannot Ahoussou Kouadio, autre cadre de la région, qui a pris une part active à cette rencontre. Membre du Gouvernement, Ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, Raymonde Michèle Goudou a tenu à remercier le président du Sénat et le ministre Amedé Kouakou pour leur dévouement aux actions de développement du grand Centre. Pour elle, il convient de marquer un arrêt pour dire merci au président de la République, SEM Alassane Ouattara, dont les actions en faveur du Bélier ne se comptent plus. «Il y a de très bonnes perspectives pour notre région», a-t-elle avoué, exhortant par la suite, les uns et les autres à s'approprier cette commémoration. Pour sa part, l'ancien Premier ministre

s'est ré-joui de l'initiative prise par la ministre Raymonde Goudou. Si pour lui, la région du Bélier fait bien de se lancer dans la mouvance actuelle qui consiste à rendre hommage au président de la République, c'est bien une chance pour eux, d'avoir deux des leurs (Raymonde Goudou et Amedé Kouakou) au sein du Gouvernement. En cette qualité, ils peuvent poser les problèmes de leur région. Il faut donc profiter de cette chance exceptionnelle, pense-t-il, surtout qu'entre les ministres également, il existe une solidarité ministérielle. Parce que cet hommage au chef de l'Etat concerne tout le monde, JAK a demandé aux siens de mettre le développement de leur région au-dessus de leur parti politique et au-dessus de leurs appartenances religieuses. Puis de leur demander de se «faire l'écho de cette cérémonie».

AMEDÉ KOUAKOU : «Nous avons de bonnes raisons de rendre hommage au chef de l'État» Prenant la parole, le ministre Amedé Kouakou a mis les pieds dans le plat. Il a expliqué ce pour-quoi, il faille célébrer le président de la République. Qui a fait nommer Ahoussou Jeannot, Raymonde Goudou et lui-même, tous fils et fille de la région du Bélier. Il n'a pas manqué de relever également la promotion de nombreux cadres de ladite région. En termes d'infrastructures, il a indiqué que le président a autorisé qu'on fasse la voirie de Toumodi. «Concernant Tiébissou et Didiévi, nous allons faire la route Tiébissou-Didiévi qui va continuer jusqu'à Bocanda. Tiébissou et Didiévi vont bénéficier chacun de 5 km de route a, a-t-il noté. Il a aussi passé en revue de nombreuses autres actions à savoir, la création de châteaux d'eau, à Agnouanssou et Bonikro, la réhabilitation des pistes villageoises dont 50% du réseau routier en terre seront réhabilités. Pour lui donc, «ils ont de bonnes raisons de rendre hommage au chef de l'État». Président du Comité d'organisation, Germain Kouakou dit attendre un minimum de 10.000 personnes. Un chiffre qui a été revu à la hausse. Douze commissions ont été mises en place. Certaines d'elles dont les commissions mobilisation, transport et logistique ont fait le point de leurs activités, permettant d'être tous au même niveau d'information. Des échanges fructueux ont permis d'aplanir certaines incompréhensions afin de faire de cette fête, une réussite retentissante.

AYMAR DEDI

Ils ont dit...



Hervé Atta, conseiller politique de la mudek (Kpèbo) : «le développement n'a pas de couleur»«Nous sommes venus pour permettre à Toumodi de pouvoir rendre un hommage appuyé au président Ouattara pour ses actions de développement. Mais en même temps, tout cela fait partie de la politique de développement. Il faut donc qu'on s'arrête et qu'on parle d'une même voix pour que justement on puisse faire le bilan. C'est presque 9 ans de développement dans toutes les régions, et nous voulons dire merci à cet homme qui a permis à Toumodi d'avoir d'illustres cadres. J'en veux pour preuves, le président Ahoussou Jeannot, président du Sénat, la ministre Raymonde Goudou et plusieurs autres cadres. Que ce genre de rencontre puisse être multiplié à profusion, pour que les jeunes soient plus proches de leurs aînés, afin de bénéficier de leurs expériences. On ne veut plus faire la politique politicienne. On veut faire la politique de développement pour pouvoir aller de l'avant. Surtout que le développement n'a pas de couleur.



Sassou médiateur entre Soro et Ouattara

En marge du sommet de l'Union africaine (UA) qui s'est tenu à Niamey du 4 au 8 juillet. Denis Sassou N'Guesso s'est discrètement entretenu avec Alassane Ouattara pour évoquer le cas de son "fils". Guillaume Soro. Le président congolais a notamment plaidé pour que le chef de l'Etat ivoirien "fasse la paix" avec l'ancien président de l'Assemblée nationale. Brouillé avec Laurent Gbagbo et Henri Konan Dédié, Denis Sassou N'Guesso soutient une candidature de Guillaume Soro à la présidentielle ivoirienne de 2020, une position qui irrite Alassane Ouattara. Début juillet, à la demande expresse du chef de l'Etat ivoirien. le ministre de la défense Hamed Bakayoko avait pris langue avec son "frère" Sassou (les deux hommes sont dignitaires francs-maçons) pour l'en joindre à couper tout lien avec Guillaume Soro. Une initiative très mal accueillie par le président congolais. Ciblée par la présidence ivoirienne. Guillaume Soro n'est pas rentré en Côte d'Ivoire depuis plusieurs semaines. Il a séjourné successivement au Maroc, en Turquie avant de rejoindre la France mi-juillet.